



*Les cartes thématiques présentent un inventaire exhaustif des insuffisances et des potentialités.*

## **AU TOGO DES CARTES POUR BÂTIR**

par CHÉRIF ELVALIDE SEYE

**À** la fois surpeuplée et inhabitée, riche et pauvre, surexploitée et inexploitée, la région maritime du Togo, à l'image du pays tout entier, voire de l'Afrique et du Tiers-Monde en général, se débat dans son lot de contradictions qui sont autant d'hypothèques pesant sur son développement. Mais voici qu'une donnée nouvelle doit désormais être prise en compte. Sans tambour ni trompette, c'est une petite révolution porteuse d'espoir qui vient de s'y dérouler.

Avec l'aide du Centre de recherches pour le développement international, qui en a assuré le financement, un projet de cartographie d'aménagement de la région maritime vient d'aboutir avec succès. Il s'agit, grâce à l'établissement de treize cartes — onze thématiques et deux de synthèse — d'une approche la plus globale possible des problèmes de développement de la zone. Face aux actions isolées, ponctuelles, se neutralisant quelquefois, une autre voie est ainsi offerte. Un document scientifique est à présent disponible qui permet de tenir compte de tous les impératifs avant tout projet de développement. C'est un événement prometteur pour cette région, mais aussi pour le Togo tout entier puisque la zone maritime en abrite la capitale, Lomé, et en constitue le centre nerveux.

Il est du reste à prévoir que pareille initiative va désormais faire exemple pour tout le pays, car les tâtonnements auxquels ont donné lieu jusqu'ici certains projets de développement — parce qu'ils souffraient parfois d'une absence de base documentaire — n'ont que trop retardé l'évolution positive du pays.

Tout en ne couvrant que 11 p. 100 du territoire togolais, le territoire qui vient de faire l'objet de ce projet — financé pour 57 720 dollars par le CRDI et étalé sur dix-huit mois (en 1978 et 1979) — n'en constitue pas moins une des régions les plus importantes du pays. Par sa population d'abord qui est 704 000 habitants, soit 36,4 p. 100 de la population totale du pays; la densité y est donc très forte, 116 habitants/km<sup>2</sup>, alors que la moyenne nationale n'est que de 35. Mais la population à l'intérieur même de la zone est très inégalement répartie. Des zones surpeuplées coexistent avec des zones presque vides. Ainsi dans certaines zones, la densité atteint 200 h/km<sup>2</sup>.

La population offre aussi toutes les caractéristiques des pays en développement, jeune (57 p. 100 ont moins de vingt ans), à croissance rapide (3 p. 100 par an) et avec un important mouvement migratoire favorisé par la capitale, Lomé.

Bien qu'étant la plus urbanisée du

pays avec trois des sept communes urbaines, la région est fortement dominée par les activités agricoles. L'utilisation des sols laisse cependant apparaître de graves déséquilibres. Certaines parcelles sont surexploitées et la pratique de la jachère y est presque disparue, en particulier sur les terres des plateaux à forte densité de population. Un seuil critique y est atteint. Au contraire, les plaines alluviales, les dépressions et le cordon littoral ne sont pas cultivés. Leurs sols, constitués d'apports d'origine alluviale riches en matières organiques, ne sont pourtant pas en cause. C'est plutôt l'agriculture encore fidèle aux normes de la tradition, qui y est très peu modernisée. Les cultures classiques, maïs et manioc, y dominent encore. À l'évidence, tout le parti n'est pas tiré en matière agricole d'une zone qui pourrait, grâce à une nouvelle mise en valeur, résoudre en grande partie les problèmes alimentaires locaux et nationaux.

Le nombre élevé d'établissements industriels de la zone maritime par rapport aux autres régions est une autre illustration de son importance. L'industrie ne compte encore que 10 p. 100 de la population active, le Togo étant venu tard à l'industrie. Ce n'est qu'au lendemain de l'indépendance, en 1960, que les premières usines sont apparues. Elles sont à 90 p. 100 concentrées dans la seule ville de Lomé. Même les installations de transformation des produits agricoles n'entretiennent que peu de rapports avec les masses rurales qui les approvisionnent cependant en matières premières.

Les onze cartes thématiques du projet cartographique présentent une analyse de tous les aspects du développement de la région maritime. Chacune fait un inventaire exhaustif des insuffisances comme des potentialités. Deux cartes de synthèse, qui regroupent tous ces éléments, offrent une vision globale accompagnée de recommandations précises. Des principes d'action ont ainsi été dégagés. Par exemple, les actions d'aménagement, sans laisser tomber les activités non agricoles, devraient s'orienter préférentiellement vers l'agriculture. Des organisations coopératives sont aussi conseillées pour stimuler les petites exploitations familiales plus soucieuses de survie que de dégager des surplus et permettraient dans le même temps aux paysans d'évoluer favorablement. Le financement de ces actions de développement ne doit pas reposer sur l'aide extérieure, dit-on, par ailleurs. D'une manière générale, à tous les problèmes soulevés, une réponse est ainsi appor-

tée grâce aux cartes de synthèse.

Un tel travail n'a pas été facile. Beaucoup de documents n'existent pas, ou ne sont guère fiables. Pour la population, il a fallu ainsi procéder à un autre dépouillement du recensement de la population. Et ce second dépouillement a donné des résultats différents. L'Association des géographes togolais (AGET) a dû entreprendre un travail de pionnier auprès des services administratifs afin d'obtenir toute l'aide requise. Mais cette situation s'est améliorée à mesure que les travaux avançaient et que l'utilité de l'oeuvre apparaissait à tout un chacun.

À présent, cette utilité n'échappe du reste à personne. La caution des pouvoirs publics à travers le ministre de l'Éducation nationale, qui a tenu à envoyer les exemplaires du document final aux différents destinataires (services techniques de l'État, organismes

---

### *L'oeuvre des géographes togolais montre la contribution que peuvent apporter des cadres formés par l'État.*

---

de recherches, universités), et à travers le ministère de la Recherche scientifique qui a affecté des locaux à l'AGET, est effective.

Un conférence scientifique présidée par le ministre de l'Éducation nationale a permis de présenter les travaux de l'AGET. Le ministre y a clairement indiqué tout le bien que le pays pouvait attendre de l'exploitation de cette étude réalisée par des nationaux avec une rigueur scientifique prouvée. C'est à cet égard que l'oeuvre réalisée au Togo par les géographes togolais est encourageante. Les cadres formés par l'État, ont en effet eu là l'occasion de jouer, en tant que techniciens, le rôle qui doit être le leur dans l'entreprise de développement du Togo, de l'Afrique et du Tiers-Monde. Une oeuvre colossale où aucun bras ne saurait être de trop.

*Chérif Elvalide Seye est journaliste au Soleil, à Dakar (Sénégal).*

## **Des géographes engagés**

L'Association des géographes togolais, qui a conduit à bien le projet de cartographie d'aménagement de la région maritime, est une jeune association. Elle est née en 1976 et ne compte que onze membres, tous géographes-chercheurs togolais. L'association est cependant ouverte à tout géographe-chercheur installé au Togo.

Les membres de l'Association sont employés dans les différents services techniques de l'État et/ou professeurs à l'Université du Bénin, à Lomé.

Filiale de l'Association togolaise de la recherche scientifique, l'association, dont ce projet constituait la première réalisation, a pour but de faire connaître les possibilités offertes par la géographie considérée dans les pays francophones comme une simple matière d'enseignement. Des onze membres de l'AGET, sept ont travaillé à la réalisation du projet.

L'aide du CRDI a été perçue vitale à leurs yeux. En plus du financement indispensable avant toute autre chose l'accord du CRDI a été comme une caution qui rendait le projet crédible tant aux yeux des pouvoirs publics que des organismes de recherche. «Sans cette caution, nous n'aurions jamais pu faire aussi rapidement la preuve de notre compétence», reconnaît le secrétaire de l'Association.

De fait, grâce à elle et aux résultats appréciables obtenus, l'AGET a acquis une crédibilité scientifique certaine. Et c'est certainement là le plus important aux yeux des membres de l'Association. En Afrique, d'une manière générale, on confie rarement ces tâches d'études aux nationaux. On préfère s'en remettre à des bureaux d'études étrangers. Le travail coûte souvent plus cher sans que les résultats soient forcément meilleurs. Il en résulte une sous-utilisation des cadres nationaux qui se marginalisent ainsi. Et l'État, qui avait assuré leur formation, n'en profite guère au bout du compte.

Au Togo, les réactions favorables enregistrées par l'AGET, qui a déjà reçu des propositions pour effectuer d'autres études, laissent penser qu'un tournant a été pris. L'AGET s'en félicite et espère qu'on ne s'arrêtera pas en si bon chemin.